Fondation Jean Jaurès

International

ALGÉRIE : LES GÉNÉRATIONS POLITIQUES AU REGARD DE L'INDÉPENDANCE

Smaïl Goumeziane

14/03/2018

Soixante-quatre ans après la « Toussaint rouge » (1er novembre 1954) et cinquante-six ans après l'indépendance de l'Algérie, l'ancien ministre algérien Smaïl Goumeziane met en relief les différentes étapes du processus historique ayant abouti à la situation algérienne actuelle. Selon lui, c'est en s'appuyant justement sur l'histoire du mouvement national algérien que pourront être ouvertes de nouvelles perspectives en Algérie.

En termes politiques, la notion de génération est ancienne. On la retrouve déjà chez Platon puis chez Ibn Khaldoun[1], Machiavel ou encore Montesquieu. Elle connaît actuellement un regain d'intérêt, dans plusieurs sciences sociales, dont la science politique, grâce aux écrits de José Ortega y Gasset et Karl Mannheim datant de la première moitié du XXe siècle. Avec moult distinctions (générations politiques et intellectuelles) et nuances (avant-garde, cohortes et coexistences générationnelles), la notion reste ambiguë et reçoit son lot de critiques (effet d'âge, avant-garde, génération mythique). Pour autant, malgré cela, bien des auteurs considèrent que la notion de « génération politique » doit rester un élément théorique et méthodologique parmi d'autres de la science politique, car son utilité analytique provient justement de son indécision conceptuelle, de sa capacité à rendre compte de phénomènes très divers dans bien des disciplines et de réduire le nombre des polémiques qu'ils suscitent.

Par commodité, retenons donc ce dernier point de vue. La génération politique serait alors « cet ensemble d'individus d'une société donnée, caractérisé par la jeunesse de ses membres, constitutif d'un groupe social porteur de progrès et de changement social, impliquant des comportements et des attitudes politiques homogènes ou convergentes, et le sentiment d'une communauté de destin ». Il en aurait été ainsi de la « génération de la résistance » en France lors de la Seconde Guerre mondiale ou de la « génération 68 », de la « génération démocratique » qui permit la transition du franquisme à la démocratie en Espagne (1975-1982) et, comme nous allons le voir, de la « génération 54 » en Algérie.

La génération de la Révolution de 1954

C'est en effet avec la révolution indépendantiste que la notion de génération apparaît pour la première fois en Algérie. Depuis lors, on parle de la « génération 54 » ou de la « génération de novembre », celle qui a pris les armes contre le colonialisme et arraché l'indépendance nationale.

Bien entendu, cette génération n'est pas née *ex nihilo*. Elle est le double résultat du mûrissement du mouvement national algérien qui émergea dès les années 1930 et de son impasse à obtenir le changement social et le progrès par la voie légale et pacifique. Il faut se rappeler que, jusqu'au milieu des années 1940, les cohortes[2] du mouvement national (PPA, UDMA, Oulémas, PCA[3], etc.) qui participaient aux joutes électorales organisées par le système colonial n'ont connu que les manipulations des résultats et la répression, sur fond de concurrence désastreuse entre nationalistes. Avec, comme point d'orgue, la brutale et tragique répression du 8 mai 1945 qui fit plus de 45 000 morts dans la population algérienne.

On peut d'ailleurs dater de ce jour funeste la naissance de la « génération 54 ». Celle, âgée de vingt à trente ans[4], qui comprit que le jeu légaliste et pacifique conduisait à l'impasse. Ce qui, d'ailleurs, sera confirmé en 1947 par les élections « Naegelen » marquées une fois encore par d'outrageuses fraudes et une répression aveugle. À cet instant, il s'avéra que seule une Révolution permettrait de mettre un terme au système colonial et d'arracher l'indépendance du pays[5]. La création dès février 1947, en secret, de l'OS (Organisation spéciale), en tant que « bras armé » du PPA, sous la direction de Mohamed Belouizdad, permit d'enclencher et d'accélérer le processus.

Pour les leaders de cette génération en construction, tous issus du mouvement national, la transformation sociale projetée fut conceptualisée en détail dans le rapport présenté à Zeddine (Algérie), en décembre 1948, au Comité central élargi du PPA, par Hocine Aït Ahmed (alors âgé de 22 ans), président de l'Organisation spéciale et membre du bureau politique. Ce rapport, qui portait sur « les problèmes stratégiques et tactiques pour le déclenchement de la Révolution », préfigurait la Révolution dans tous ses aspects : politique, militaire, financier et diplomatique. C'est, incontestablement, le document référence qui traça la stratégie fondatrice du combat libérateur du peuple algérien.

À la veille de son déclenchement, le but fondamental de ce combat fut brillamment synthétisé dans la déclaration du 1er novembre 1954 :
« L'Indépendance nationale par :
La restauration de l'État algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques.

Le respect de toutes les libertés fondamentales sans distinction de races et de confessions. »

Pour cela, la « génération 54 » se dota d'une organisation politico-militaire fondée sur un nouveau parti politique, le FLN (Front de libération nationale), et une armée, l'ALN (Armée de libération nationale). Elle se chargea rapidement de mener la bataille diplomatique[6] et de rallier l'ensemble du mouvement national et la population au combat libérateur. Dès lors, de « génération avant-gardiste », la « génération 54 » devint une génération décisive à l'échelle de tout le pays : celle de la libération et des libertés.

Pourtant, dès le Congrès de la Soummam, tenu le 20 août 1956 à Ifri (Algérie), et en pleine guerre d'Algérie, les premières fissures générationnelles apparurent. La stratégie révolutionnaire approuvée lors du congrès fut mise en cause par certains, notamment quant à la question de la prééminence du politique sur le militaire, ce qui conduisit aux premiers affrontements, verbaux, puis physiques, avec la liquidation par certains de ses compagnons d'armes, en décembre 1957, d'Abane Ramdane, le principal organisateur du congrès.

Les scissions générationnelles des années 1960-1970

Les fissures se multiplièrent tout au long de la Guerre. Au point que la scission au sein de la « génération 54 » se fit brutalement dès l'indépendance obtenue en juillet 1962. Le tragique épisode de cet été meurtrier, qui troubla ce qui ne devait être qu'une période de fête et de joie intense de tout un peuple, symbolisa cet affrontement intragénérationnel, au cours duquel les tenants du coup de force l'emportèrent sur les partisans de l'action démocratique[7]. Dès lors apparurent deux tendances conflictuelles se réclamant toutes deux de novembre 1954 : une détenant à cet instant, et pour longtemps, un pouvoir autoritaire « légitimé » par une Révolution désormais confisquée – symbolisée par ce qu'on appela communément « le groupe d'Oujda » – et l'autre rejetée et éparpillée dans l'opposition se revendiquant de la démocratie.

Cette scission, confirmée par le coup d'État[8] de juin 1965, fut d'autant plus grave que, outre la fracture qu'elle provoqua dans la « génération 54 », elle conduisit à bloquer toute transmission générationnelle et à neutraliser toute une « nouvelle génération de l'indépendance ». Ainsi, les « fils et filles de novembre » ne purent guère poursuivre la seconde étape de la Révolution, celle de l'accès des Algériens aux nouvelles libertés. Ils furent cependant, plus ou moins autoritairement, mobilisés, hors de tout processus démocratique, par l'intermédiaire du FLN – désormais parti unique – et de ses organisations satellites (UGTA, UNPA, UNFA, UNEA, UGCA, AAE[9], etc.) pour la « Bataille du développement ». Cela se traduisit, tout au long des années 1960 à 1980, par une sorte de consensus mou entre diverses cohortes et leurs élites, qui pratiquèrent ce qu'on appela un

« soutien critique » sur diverses questions de développement : l'industrialisation du pays, la révolution agraire, etc., et par la répression de toute opposition démocratique portée par des leaders historiques de la « génération 54 » (Ferhat Abbas, Benkhedda, Boudiaf, Aït Ahmed, Khider, Krim, etc.).

Pour autant, dès le coup d'État, ce consensus mou ne put masquer les nouvelles fissures qui accompagnèrent le processus de développement.

En matière économique d'abord. Les « planificateurs » reprochèrent en premier lieu au mode d'industrialisation retenu d'être budgétivore au détriment des autres activités, à cause de projets coûteux débouchant sur de faibles performances en termes de production et aboutissant, après moult retards et surfacturations, à des situations financières intenables (déficits et découverts) pour les entreprises. Avec, au bout du compte, un niveau d'endettement du pays de plus en plus inquiétant, dont les remboursements d'échéance ne pouvaient être assurés que par une rente pétrolière au demeurant très aléatoire. Les « industrialistes » se plaignirent, au contraire, de la bureaucratie étouffante et du contrôle tatillon des planificateurs, de l'insuffisance des ressources allouées aux projets et des blocages en tous genres. Dans tous les cas, le secteur privé fut pratiquement ignoré, pour ne pas dire diabolisé, sauf à lui accorder, au compte-goutte, le soin de pratiquer quelques activités marginales, dans le commerce intérieur, l'agriculture, les produits alimentaires ou les textiles. Dans ces conditions, malgré (ou à cause) de la révolution agraire, l'agriculture ne parvenait pas à satisfaire les besoins de la population, ce qui favorisa un exode puissant des campagnes vers des villes incapables d'absorber les nouveaux venus. D'autant qu'en matière d'habitat, le rythme de construction de nouveaux logements fut loin d'être suffisant. Dès 1971, la balance commerciale agricole devenait déficitaire et la dépendance alimentaire s'installa durablement. Puis, peu à peu, l'économie de pénuries fit son apparition et se généralisa avec ses files d'attente, ses passe-droits, sa corruption, ses rentes et autres marges commerciales spéculatives, à l'origine de la montée en puissance de l'économie informelle[10].

En matière politique ensuite. Les fissures se multiplièrent entre membres du Conseil de la Révolution, et même au sein du groupe d'Oujda. Notamment après la mort suspecte, en 1974, d'un de ses membres les plus influents (Ahmed Medeghri, alors ministre de l'Intérieur). Mais aussi pour cause de réformes éducatives contestées, notamment celle d'une arabisation, certes nécessaire, mais menée au pas de charge, de façon exclusive, irréaliste et porteuse de valeurs idéologiques non démocratiques, qui feront le lit de l'islamisme rampant dès le milieu des années 1970. Face à cela, pour colmater les brèches et tenter de construire un nouveau consensus, une Charte nationale fut élaborée et « adoptée par référendum » en 1976. Face à cet unanimisme de façade, Abbas, Ben Khedda, Cheikh Kheireddine et Lahouel montèrent au créneau et firent un « Appel au

peuple algérien », principalement pour une « libéralisation politique en Algérie ». Ils furent immédiatement arrêtés, mais leur appel fut soutenu par tous les partis politiques d'opposition dirigés par des personnalités issues de la « génération 54 ». Ainsi, malgré la Charte nationale, l'unanimisme tant espéré ne fut pas au rendez-vous. Pis, sur fond de brusque maladie du président Boumediène, la situation politique se détériora davantage : le groupe d'Oujda s'opposait au président ; le parti du FLN, de plus en plus coupé des masses populaires et empêtré dans d'interminables luttes d'appareil, n'avait plus rien à voir avec son illustre prédécesseur de la Guerre de libération nationale ; en l'absence de miracle économique, les industrialistes étaient de plus en plus isolés. Résultat, avec la mort prématurée du président Boumediène, le 27 décembre 1978, le pays tout entier sombra dans une profonde et durable crise politique, économique et sociale. À cet instant, il n'était plus question de « resouder la génération 54 », ni même le groupe d'Oujda, ou ce qu'il en restait. La course à la succession était déjà ouverte. Au sein du pouvoir, trois tendances s'affirmèrent au travers de trois candidats : Mohamed Salah Yahiaoui, Abdelaziz Bouteflika et Rabah Bitat.

Les cohortes en révolte des années 1980

Au bout de quelques conciliabules, le processus de succession finit par accoucher d'un candidat consensuel entre toutes les tendances du pouvoir. Chadli Bendjeddid est élu président de la République en 1980. Il aura la lourde charge de sortir le pays de cette crise multiforme qui le caractérise depuis la fin des années 1970. Car, à l'évidence, la stratégie de développement avait échoué et la population était toujours privée de ses libertés. Malgré ce constat, au début des années 1980, dans les cercles du pouvoir, d'aucuns continuaient de croire qu'on pouvait encore colmater les brèches et sortir de la crise sans rien changer au système. Pour relancer la machine économique et assurer la paix sociale, il suffirait, selon eux, de restructurer les grandes entreprises économiques publiques et d'inonder le marché grâce à des programmes anti-pénuries financés par la rente pétrolière. Aussitôt dit, aussitôt fait.

Las, au lieu d'arriver aux résultats escomptés, la contestation se multiplia et se diversifia. Le « Printemps berbère » de 1980, brutalement réprimé[11], raviva la question linguistique et identitaire du peuple algérien ; les manifestations contre le Code de la famille de 1984, qui accordait une place outrageuse aux revendications islamistes, en faisant notamment de la femme une mineure à vie, reposèrent la question fondamentale de la place et du rôle de la femme dans la société algérienne ; les cadres gestionnaires, lors des conférences nationales du développement, mirent au jour l'incontournable réforme du système économique et exigèrent davantage d'autonomie pour des entreprises publiques à bout de souffle ; l'activisme jusque-là verbal des islamistes, galvanisé par le succès de la révolution iranienne de 1979, se multiplia dans les mosquées et les premières

escarmouches armées se substituèrent au combat politique. La situation devint plus explosive lorsque les prix pétroliers s'effondrèrent en 1986, mettant à jour l'extrême dépendance du pays aux ressources en hydrocarbures et le niveau exorbitant de la dette extérieure du pays. Presqu'en faillite, le pays sombra alors dans toute une série de luttes politiques plus ou moins visibles, particulièrement au sein du pouvoir.

À l'évidence, on ne pouvait plus se contenter de restructurer les entreprises ni de demander aux populations de se serrer davantage la ceinture. La pression était trop forte. Deux tendances, au sein du pouvoir, s'affrontèrent en sourdine : l'une voulait procéder à des réformes radicales et pacifiques du système économique et politique ; l'autre refusait toute réforme du système. Après maints remous au sein du FLN, l'abcès éclata au grand jour lors des « évènements d'Octobre 1988 », lorsque la révolte des jeunes fut réprimée dans le sang. Les tenants d'un maintien du système virent dans ces événements au mieux « un chahut de gamins »[12] et, au pire, une « révolte de la faim » contre de prétendues pénuries alimentaires. Dans la réalité, comme l'exprimèrent les tenants de la réforme du système, ces événements auraient été sciemment provoqués, ou à tout le moins instrumentalisés, par ceux qui voulaient que rien ne change, au moment même où les premières réformes se mettaient en place[13]. Dès lors, après avoir ramené le calme, le président Chadli, loin de freiner ou de stopper les réformes, en accéléra et élargi le cours. Ainsi en 1988 et 1989, diverses lois instaurèrent l'autonomie des entreprises, la redistribution des terres agricoles anciennement nationalisées, la simplification des procédures de planification, l'indépendance de la Banque centrale, le multipartisme à travers la liberté d'association, la liberté de la presse, et une nouvelle Constitution fut adoptée en février 1989. Puis, le 13 septembre 1989, un gouvernement dit « réformateur » fut mis en place afin de concrétiser ces réformes sur le terrain[14]. Alors s'ouvrit, non sans difficultés et résistances, internes et externes, une sorte de « Printemps démocratique », où l'on vit tous les chefs historiques de la « génération 54 » en exil, notamment Ben Bella et Aït Ahmed, revenir au pays pour y exercer librement leurs activités politiques, à l'exception de Mohamed Boudiaf[15].

Pour autant, ce « Printemps démocratique », qui se voulait comme le prolongement pacifique de la révolution de 1954, souffrit, malgré son avant-garde réformatrice[16], de n'être pas porté par une nouvelle génération. La période 1960-1980 avait trop fracturé le pays pour qu'une telle situation advienne. Et la crise économique profonde ne pouvait qu'exacerber les divergences d'intérêts et les antagonismes, tant au niveau du pouvoir que des oppositions. Au début des années 1990, l'Algérie hérita donc d'un ensemble générationnel[17] pluriel, désuni et conflictuel, avec des projets de société, des valeurs, des objectifs et des moyens inconciliables, au moins à court et moyen terme. À cet instant, sous la pression de plus en plus forte des conservateurs du régime et d'une rue désormais occupée par des islamistes appelant à une grève générale – qui n'aura jamais lieu –, les

élections législatives prévues pour juin 1991 furent brusquement annulées, ou à tout le moins reportées par le pouvoir.

La tragédie nationale des années 1990

Suite à la démission, le 4 juin 1991, du gouvernement réformateur et en l'absence d'un projet véritablement consensuel correspondant à un avenir commun espéré, ce qui devait arriver arriva[18]. Un nouveau dispositif électoral fut mis en place et les élections législatives furent finalement organisées en décembre 1991. Dès le premier tour, les islamistes furent en situation d'obtenir la majorité parlementaire. Dès lors, option fut prise de ne pas tenir le second tour des élections. Et début janvier 1992, tout bascula. Face à l'absence de solutions démocratiques, et en période de raréfaction des ressources, le pays se fractura et le dialogue des armes supplanta l'arme du dialogue. Dans sa version la plus sauvage. Au moment où les pressions externes s'intensifièrent pour contraindre l'Algérie à l'ajustement structurel[19], le terrorisme aveugle plongea rapidement, et pour une décennie, le pays dans une tragédie nationale sans nom qui fit des centaines de milliers de victimes, de blessés et de disparus, sans compter la multitude de destructions matérielles (écoles, hôpitaux, usines, etc.). L'islamisme armé, sous toutes ses formes, ne laissa plus guère de place à l'expression pacifique des revendications réformatrices et démocratiques. Il en résulta un double clivage au sein de la société algérienne : un fossé intragénérationnel, quasi définitif, au sein de la « génération 54 » ; un fossé intergénérationnel entre le pouvoir autoritaire et l'ensemble générationnel issu de la crise des années 1980 ; ce dernier étant alors trop divisé et meurtri par la tragédie nationale pour se constituer en une génération unique et homogène capable, comme celle de 54, d'engager collectivement et démocratiquement le changement social consensuel pour la conquêtes des libertés pour tous.

Pour toutes ces raisons, la « Loi sur la concorde civile », complétée par la « Charte pour la paix et la réconciliation nationale », toutes deux soumises à référendum par le président Abdelaziz Bouteflika – respectivement le 16 septembre 1999 et le 25 septembre 2005 –, assurèrent, notamment par l'amnistie[20], la fin de la tragédie nationale et le retour de la paix civile[21], malgré la survivance d'un « terrorisme résiduel » et sporadique. Mais, sur fond de traumatisme durable, cela se traduisit aussi par la résurrection du système, et la fin de l'expérience démocratique, avec d'autant plus de vigueur que la nouvelle embellie pétrolière des années 2000 permit d'engranger d'importantes réserves financières, de sortir de l'endettement extérieur et de réalimenter l'économie comme au « bon vieux temps des années 1970 ». Avec cette différence de taille qu'au lieu de développer l'économie productive nationale, on favorisa surtout, par le biais d'importantes dépenses publiques (30% du PIB), la réalisation de nombreux projets infrastructurels et l'ouverture débridée aux importations. Tout cela devant, selon leurs promoteurs publics et privés, répondre

aux nouvelles demandes sociales et restaurer l'efficacité du modèle rentier, sur fond de « jungle commerciale », mêlant, sous couvert d'un ersatz de « réformes exigées par l'extérieur », et sans discernement, marché informel, marché oligopolistique privé et marché public administré, pour mieux ignorer les véritables réformes structurelles.

Ce fut, certes, le temps d'un marché national inondé de produits « made in ailleurs » et de la réalisation de nombreux projets infrastructurels (routes, ports, tramways, aérogares) et de logements, mais de plus en plus coûteux pour cause de malfaçons, de surfacturations et de dérive du dinar – la monnaie nationale –, dont la valeur n'a cessé de se détériorer tant au niveau officiel qu'à celui du marché parallèle. Aussi, sur fond de régression inexorable des secteurs productifs nationaux[22] au profit de nouvelles oligarchies privées montantes, ce fut aussi le temps des scandales politico-financiers à répétition et de la grogne sociale, avec son lot de micro-émeutes et de mouvements sociaux aux quatre coins du pays. Les facteurs déclenchant ces mouvements furent multiples : chômage (notamment à Ouargla, dans le sud algérien « pétrolier »), baisse du pouvoir d'achat, revendications culturelles (Kabylie), distribution opaque de logements ou de terrains, absence de raccordement à l'eau ou à l'électricité, difficultés d'accès aux soins, enclavement routier et autres problèmes de transport, injustices sociales et affrontements « intercommunautaires » (M'Zab)[23], etc. Que dire, par ailleurs, du phénomène des harragas et de tous ces jeunes qui ne résistent plus à l'appel du large et qui prennent des risques inimaginables pour rejoindre, au péril de leurs vies, les rives « fantasmées » du nord de la Méditerranée ?

Dès lors, le mirage d'un marché national pourvu en « abondance », grâce à l'embellie pétrolière des années 2000, ne pouvait davantage masquer cette réalité d'un secteur économique productif exsangue et d'une paix sociale impossible à tenir.

Pis, depuis quatre ans maintenant, ce mirage a disparu avec la nouvelle chute brutale et durable des prix pétroliers. Celle-ci, conjuguée à une baisse de la production nationale d'hydrocarbures, a conduit à une chute drastique des recettes d'exportations, entraînant celle des réserves financières du pays et des difficultés budgétaires insoutenables pour les autorités. Au point qu'à l'été 2017, le gouvernement n'eut plus, selon les dires du Premier ministre lui-même, les moyens de payer les fonctionnaires ou de régler les dettes de l'État aux entreprises. La décision fut alors prise de réduire fortement les dépenses publiques et le niveau des importations, mais aussi de faire fonctionner la planche à billets pour ne pas recourir à l'endettement international, jugé tabou. Au risque de voir l'inflation exploser et d'asphyxier davantage le secteur productif national fortement dépendant des importations pour ses intrants. Prélude à une situation difficile en 2018 comme le laissent présager les nouveaux mouvements sociaux que connaît le pays depuis quelques semaines, et à de nouvelles fissures générationnelles.

La génération de la *Soft Revolution*

Cette situation est d'autant plus difficile, et même dangereuse pour le pays, qu'une fois encore le diagnostic établi par les gouvernements successifs, au cours de ces trois dernières années, réduit principalement la crise à son aspect financier, occasionnel et de court terme, résultant de la baisse des prix pétroliers. Alors qu'en 1986 on avait très vite compris qu'il s'agissait d'une crise structurelle de tout le système, qui ne pouvait être résolue que par des réformes globales et structurelles, cette fois-ci, on se contente de « faire baisser la fièvre » en espérant que le mal guérira tout seul, en d'autres termes que les prix du pétrole retrouveront leur niveau d'avant la crise et alimenteront à nouveau les caisses de l'État par le biais de la sacro-sainte fiscalité pétrolière. Avec un autre risque, celui de sombrer encore une fois dans la dépendance pétrolière au moment où, au niveau international, et sur fond de mondialisation triomphante, COP 21 et réchauffement climatique obligent, on s'organise déjà pour un « après-pétrole » dès 2030.

C'est, à l'évidence, une grave erreur d'appréciation, dénoncée depuis des années par de nombreux experts, spécialistes et autres think tanks nationaux et internationaux. Ceux-ci invitent sans cesse les autorités à réhabiliter en urgence le système productif national et à se départir de ce « modèle rentier finissant » de manière à sortir au plus vite de cette spirale infernale de l'échec renouvelé. Avec d'autant plus de célérité qu'aux pressions économiques et politiques de toutes sortes le pays doit faire face à un environnement sécuritaire régional et mondial particulièrement inquiétant et source d'instabilité.

Face à toutes ces impasses politiques et économiques accumulées depuis des décennies, il n'est dès lors plus temps de tergiverser. On ne peut plus « naviguer à vue dans des eaux pleines de récifs dangereux ». Aujourd'hui, plus que jamais, une nouvelle génération[24] doit prendre en mains les destinées du pays pour le mener vers plus de progrès dans tous les domaines et l'exercice de toutes les libertés (politiques, économiques, sociales, culturelles et cultuelles). Mais direz-vous, comment faire avec les cohortes actuelles, diverses et aux intérêts immédiats divergents et conflictuels ? L'histoire, celle de la lutte pour l'indépendance nationale, a déjà répondu avec succès à une situation plus complexe encore. Souvenons-nous : avant le comité central du PPA de Zeddine en 1948, qui aurait parié sur un rassemblement du mouvement national dans une seule et même génération ? Qui aurait cru que ce rassemblement générationnel était possible, tant le mouvement national était divisé et affaibli par la répression ? Qui aurait pensé, un instant, qu'il réussirait, par le sacrifice suprême, le formidable exploit de vaincre le colonialisme et son armée parmi les plus puissantes du monde ? Quasiment personne, si ce n'est les glorieux promoteurs de la Révolution. Pour cela, il aura fallu une stratégie, celle de Zeddine, et une avant-garde qui prit la peine de construire collectivement la génération qui porterait la Révolution. À cette avant-garde, formée de

jeunes de moins de trente ans, il aura fallu six ans pour construire cette « génération 54 ». Et moins de huit ans ensuite pour vaincre l'hydre coloniale. Avec moins de moyens humains et matériels qu'aujourd'hui et une armée coloniale nombreuse, omniprésente et impitoyable.

Dès lors, en se ressourçant à cette formidable expérience historique, et au contact des acteurs de la « génération 54 » encore vivants et toujours mus par l'intérêt supérieur du pays, n'est-il pas temps d'engager collectivement la même démarche, loin de toutes les « chikayates » politiciennes à brèves échéances, de tous les arrangements de circonstance, de toutes les visions revanchardes, de toutes les aventures personnelles et autres querelles de leadership – fondées bien souvent sur des égos démesurés – pour définir, d'ici 2024, soit dans six ans, une stratégie cohérente de transition démocratique[25] et pacifique[26], identifier ses objectifs, ses moyens et ses étapes, et construire avec la participation active, et même décisive, de la jeunesse d'aujourd'hui, quelle que soit son appartenance partisane, syndicale, associative, professionnelle, la génération qui portera, vigilante à toute forme de récupération, l'acte deux de la Révolution nationale : celui de la *Soft Revolution*, de l'accès de toutes les Algériennes et de tous les Algériens au progrès et aux libertés, dans la paix, dans l'unité préservée et dans la diversité affirmée, en moins de huit ans ? Autrement dit à l'horizon 2032 !

Une manière de fêter par l'action, en cette année 2018, dans la paix et l'enthousiasme retrouvés, le 70e anniversaire de Zeddine ! La seule façon de renouer, dès cette année, avec fierté, reconnaissance, fidélité et efficacité, le lien avec la « génération 54 », rompu arbitrairement et douloureusement dès 1962, et faire face ensemble, pacifiquement, patiemment et méthodiquement, à tous les défis politiques, économiques, sociaux, culturels et cultuels qui assombrissent l'avenir du pays. Pour conjuguer indépendance nationale, démocratie, paix, liberté et justice sociale. Car, ne l'oublions jamais, la « génération 54 » nous a appris trois choses essentielles : que, quand elle a été rassemblée autour d'une stratégie collective pour un avenir commun, elle a vaincu le colonialisme ; que, quand elle a connu la désunion et l'affrontement fratricide, elle a durablement échoué pour le malheur du pays et de son peuple ; et que, avant tout, un pays ne peut être libre que si son peuple est libre.

Cet article a déjà été publié sur *Libre Algérie*, le journal électronique du FFS (Front des forces socialistes, parti de feu Hocine Aït Ahmed).

1. Selon Ibn Khaldoun, les cycles dynastiques se déroulent selon cinq phases, qui durent en moyenne 120 ans. Ce qui correspond à trois générations, chacune ayant, selon la phase, un rôle et un comportement différents. Pour plus de détails, voir Smaïl Goumeziane, *Ibn Khaldoun, un génie maghrébin*, éd. EDIF2000 (Alger), éd. Non Lieu (Paris), pp. 44 à 54.
2. En science politique, une cohorte désigne un ensemble d'individus ayant vécu un même événement au cours d'une même période historique sans en être l'acteur collectif décisif, contrairement à la génération.

3. PPA : Parti du peuple algérien ; UDMA : Union démocratique du manifeste algérien ; Oulémas : Association des oulémas musulmans algériens ; PCA : Parti communiste algérien.
4. Zighoud Youcef, l'un des membres de cette génération, adhéra au PPA à l'âge de… 17 ans.
5. Le déclenchement de la lutte armée en Algérie fut également inspiré par la radicalisation des combats patriotiques en cours en Tunisie et au Maroc. La dimension maghrébine de la révolution algérienne fut permanente.
6. Ainsi, la diplomatie algérienne fut opérationnelle dès avril 1955. Une délégation du FLN participa alors à la première Conférence des non-alignés de Bandung (Indonésie). Cette conférence fut un tournant dans les relations internationales. Elle marqua l'émergence du Tiers monde comme acteur collectif majeur face au monde capitaliste et au bloc soviétique.
7. Pour plus de détails, voir Smaïl Goumeziane, *Algérie, l'histoire en héritage*, éd. EDIF2000, pp. 367 et suivantes.
8. Le coup d'État se traduisit par de nombreuses arrestations, dont celle du président Ben Bella (élu en 1963). Un Conseil de la Révolution, de quelque 25 membres, fut mis en place sous la direction de Houari Boumediène. Il sera dissout en décembre 1976. Ben Bella sera libéré, en octobre 1980, par Chadli Bendjeddid, le nouveau chef de l'État.
9. UGTA : Union générale des travailleurs algériens ; UNPA : Union nationale des paysans algériens ; UNFA : Union nationale des femmes algériennes ; UNEA : Union nationale des étudiants algériens ; UGCA : Union générale des commerçants algériens ; AAE : Amicale des Algériens en Europe.
10. Pour plus de détails, voir Smaïl Goumeziane, *Le mal algérien*, Paris, éd. Fayard, 1994.
11. Le « Printemps berbère » se déclencha lorsque Mouloud Mammeri, le célèbre anthropologue et écrivain algérien, se vit signifier l'interdiction de tenir, le 10 mars 1980, à Tizi-Ouzou, une conférence sur « La poésie kabyle ancienne », sous prétexte de « risques de troubles de l'ordre public ». Dès lors, le cycle manifestation-répression se mit brutalement en place.
12. Selon la tristement célèbre formule d'Ali Ammar, le ministre de l'Information de l'époque !
13. Les réformes de 1988 furent le produit d'une réflexion initiée dès 1986 au niveau du Secrétariat général de la présidence de la République, alors dirigé par Mouloud Hamrouche. Des groupes de travail furent constitués avec pour mission d'élaborer un projet global pour juguler la crise. Ainsi, de février 1986 à juillet 1987, travaillant de façon volontaire et hors de toute tutelle administrative, une multitude d'experts nationaux de tous horizons mirent au point un ensemble de projets de réformes structurelles touchant à tous les domaines économiques et sociaux. De là naîtra ce qui sera appelé le « courant réformateur ».
14. Le 6 septembre, dans le gouvernement précédent – celui de Kasdi Merbah –, Aboubakr Belkaïd, le ministre de l'Intérieur, donna simultanément l'agrément à la création du FIS (Front islamique du salut) et du RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie). Kasdi Merbah et Aboubakr Belkaïd furent tous deux assassinés, respectivement le 21 août 1993 et le 28 septembre 1995.
15. Il rentra pour diriger le pays en janvier 1992, dans l'espoir de le sauver. Il sera lâchement assassiné le 29 juin 1992.
16. Cette avant-garde était constituée de centaines de cadres, fonctionnaires, syndicalistes, juristes, médecins, enseignants et autres militants associatifs, mais aussi de militants du FLN et d'autres partis démocratiques comme le FFS (Front des forces socialistes).
17. Pour certains auteurs, cet ensemble générationnel correspondrait *grosso modo* à ce qu'il est par ailleurs convenu d'appeler « la société civile ».
18. Pour plus de détails, voir Smaïl Goumeziane, *Algérie, l'histoire en héritage*, éd. EDIF2000 et Non Lieu, Alger et Paris, 2011.
19. L'ajustement structurel sera finalement imposé, en 1994, au gouvernement de Réda Malek.
20. Dans leurs principes et modalités d'application, ces lois furent largement contestées par l'opposition démocratique, car elles excluent, notamment, tout recours à un procès avant amnistie, comme ce fut le cas, par exemple, lors de la réconciliation nationale en Afrique du Sud.
21. Ces deux lois parachevèrent, de fait, une démarche de retour à la paix civile engagée dès 1997, non sans difficultés et résistances de toutes sortes, par le président Liamine Zeroual. Celles-ci finirent par avoir raison de sa détermination. Il démissionna en septembre 1998.
22. Le secteur industriel (hors hydrocarbures) ne représente plus que 5% du produit intérieur brut national !

23. Ce véritable « système émeutier », en apparence apolitique, ou jugé comme tel, traduit en fait la défiance de ces mouvements à l'égard de la façon dont est aujourd'hui « gérée » la politique tant par le pouvoir que par la majorité des oppositions partisanes. Ce faisant, le système émeutier revendique, à sa manière, un autre ordre et mode de fonctionnement politique, plus attaché à la satisfaction des besoins concrets et quotidiens de la population.
24. Cette nécessité du « passage de témoin générationnel » fut d'ailleurs formellement reconnue en 2012 par le président Bouteflika lui-même.
25. Bien entendu, la transition démocratique n'a pas pour objectif de supprimer les conflits et intérêts divergents, mais d'instaurer la démocratie en tant que « mode de cohabitation politique qui permet, par le droit, une gestion pacifique des conflits ».
26. Parmi les principes essentiels d'une telle stratégie : celui d'une alternance librement, légalement et pacifiquement acceptée par tous ; celui du compromis politique comme acte majeur, traduisant la force des solutions collectives et de l'intérêt commun, face aux faiblesses et aux risques engendrés par des solutions fractionnées, partielles et contradictoires. Tous deux sont parmi les symboles d'un processus démocratique performant.